



HAL
open science

**“ Personne à Lyon n’a souffert de la faim ou du froid ” :
Le ravitaillement de Lyon pendant la Grande Guerre,
laboratoire de la conception radicale-socialiste du
libéralisme contrôlé**

Yann Sambuis

► **To cite this version:**

Yann Sambuis. “ Personne à Lyon n’a souffert de la faim ou du froid ” : Le ravitaillement de Lyon pendant la Grande Guerre, laboratoire de la conception radicale-socialiste du libéralisme contrôlé. Approvisionner en tant de crises, May 2021, Strasbourg, France. halshs-03498854

HAL Id: halshs-03498854

<https://shs.hal.science/halshs-03498854>

Submitted on 21 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Personne à Lyon n’a souffert de la faim ou du froid » : Le ravitaillement de Lyon pendant la Grande Guerre, laboratoire de la conception radicale-socialiste du libéralisme contrôlé.

Communication au colloque « Approvisionner en tant de crises », MISHA, Strasbourg, 31 mai 2021

Yann Sambuis

Docteur en histoire, chercheur associé au Larhra, MSH Lyon-Saint-Etienne

Dans le second tome de ses mémoires, paru en 1952, Edouard Herriot, maire radical-socialiste de Lyon de 1905 à 1957, revient sur le succès de la politique d’approvisionnement mise en place pendant la Grande Guerre, affirmant que « personne à Lyon n’a souffert de la faim ou du froid »¹. Dans la légende dorée de l’herriotisme, le premier conflit mondial occupe en effet une place toute particulière. Herriot est devenu maire de Lyon presque par hasard en 1905. Son prédécesseur, Victor Augagneur, est nommé gouverneur de Madagascar et le propulse à la mairie en espérant que sa carrière universitaire l’éloignera de Lyon et qu’il se contentera d’un intérim de quelques années. Pourtant, il n’en est rien. Herriot est réélu maire et s’affirme au fil du premier conflit mondial comme un grand édile et un homme politique d’envergure nationale. Alors qu’il n’est en 1914 qu’un dirigeant secondaire du parti radical, maire de grande ville et sénateur, mais peu en vue, il accède en 1916 à un premier poste ministériel au sein du second cabinet d’union sacrée formé par Aristide Briand et est élu fin 1919 à la présidence de son parti, prenant par la même occasion la tête d’une opposition de gauche au Bloc national qu’il mène à la victoire en 1924 avec la formation du premier Cartel des gauches.

Le conflit est ainsi l’occasion pour le maire de Lyon de mettre en application localement son programme politique, notamment à travers le ravitaillement de sa ville, mais aussi par de nombreuses mesures sociales à destination des populations fragilisées par la guerre, mutilés, mères célibataires ou orphelins, et de réfléchir à un programme de redressement économique, commercial et culturel de la France face à l’Allemagne présenté dans son livre-programme *Agir* (1917).

Traduction concrète d’une conception radicale-socialiste de l’économie que Serge Berstein désigne sous le nom de « libéralisme contrôlé »², la politique de ravitaillement mise en place par Herriot, qui se construit progressivement et s’adapte tout au long du conflit, mêle intervention publique, notamment par des achats directs de denrées par la municipalité, et recours aux acteurs privés, qu’Herriot associe à la mairie au sein de commissions mixtes. Réputée efficace, cette approche contribue à la forte popularité d’Herriot, et le mythe d’un maire qui aurait su préserver sa ville des privations est un des éléments qui lui permettent de s’inscrire dans la durée pendant plus de 50 ans. C’est aussi à ce mythe que ses adversaires s’attaquent dès la sortie du conflit pour tenter de lui ravir la mairie, preuve de son importance.

Je me propose donc aujourd’hui d’examiner de plus près la politique de ravitaillement qui fonde cette légende d’une ville bien approvisionnée, à l’abri des privations. Pour ce faire, je n’entreprendrai pas une histoire économique, que d’autres feraient mieux que moi, mais plutôt une histoire politique de ce ravitaillement de Lyon, en me demandant **comment il s’inscrit dans cette conception radicale-**

¹ Edouard HERRIOT, *Jadis, T. 2, D’une guerre à l’autre : 1914-1936*, Paris, Flammarion, 1952, p. 74.

² Serge BERSTEIN, *Édouard Herriot ou la République en personne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, p. 48.

socialiste que j'ai désignée comme un « libéralisme contrôlé ». Même si le parti radical ne définit pas à proprement parler de doctrine économique qui s'imposerait à tous ses adhérents, les radicaux s'accordent en effet sur quelques grands principes, qu'on pourrait résumer de la manière suivante : laisser fonctionner le marché tout en limitant ses abus, notamment la spéculation, et en luttant contre les inégalités sociales, en tout cas contre la grande pauvreté, et pour l'amélioration des conditions de vie des catégories populaires. Je présenterai aussi quelques éléments sur les résultats de cette politique, et surtout la perception de ces résultats, afin d'observer **comment se construit, au long du conflit, ce mythe d'un maire protégeant sa ville des pénuries.**

Pour ce faire, je m'appuierai notamment sur deux sources encore trop peu exploitées : le journal satirique lyonnais *Guignol*, fondé par Victor Lorge dès 1914 et qui s'impose comme une des « voix de Lyon et des Lyonnais dans la Grande Guerre »³, et le *Journal de guerre* d'Edouard Herriot, un document de plus de 3500 pages en 13 volumes regroupant notes personnelles, copies de documents officiels et coupures de presse, tenu quotidiennement entre 1914 et 1916, plus épisodiquement ensuite, et conservé au musée Gadagne de Lyon⁴.

Mon exposé procédera en deux temps « chronologico-thématiques ». Dans un premier temps, de l'été 1914 à la fin 1916, la ville est globalement épargnée par les pénuries de denrées essentielles, et Herriot s'attache surtout à assurer la répartition des denrées entre les habitants, en luttant contre la spéculation et la hausse des prix et en aidant les populations fragilisées par un conflit qui désorganise la société. Dans un deuxième temps, au retour d'Herriot de sa brève expérience ministérielle, à partir de mars 1917, la ville n'est plus épargnée par les pénuries, notamment de blé et de charbon. Dès lors, la municipalité Herriot, tout en maintenant les mesures existantes, intervient plus directement pour approvisionner la ville en combustibles et en nourriture. Enfin, mais ce sera plus une grosse conclusion qu'une troisième partie, je reviendrai sur les conséquences politiques des succès d'Herriot, pendant et après le conflit.

1914-1916 : « Agir pour que personne n'ait faim ou froid » (Bruno Benoit) en répartissant les denrées disponibles

Le livre-programme publié par Herriot en 1917, *Agir*, résume bien l'état d'esprit qui anime le jeune – il a alors moins de cinquante ans – maire de Lyon en 1914-1918 : il faut *agir*. A Lyon, ville de l'arrière touchée par la mobilisation de sa population masculine et la désorganisation de l'économie par le conflit, cela signifie d'abord, pour reprendre l'expression de Bruno Benoit, « agir pour que personne n'ait faim ou froid »⁵.

³ Bruno FOUILLET, « Guignol, voix de Lyon et des Lyonnais dans la Grande Guerre », *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »*, 1 décembre 2014, n° 39-40, URL complète en biblio.

⁴ Voir notamment Xavier DE LA SELLE, « Herriot et Gadagne », dans Bruno BENOIT, *Edouard Herriot en quatre portraits. Le Lyonnais, l'humaniste, le politique et l'europpéen*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2019, pp. 135-141.

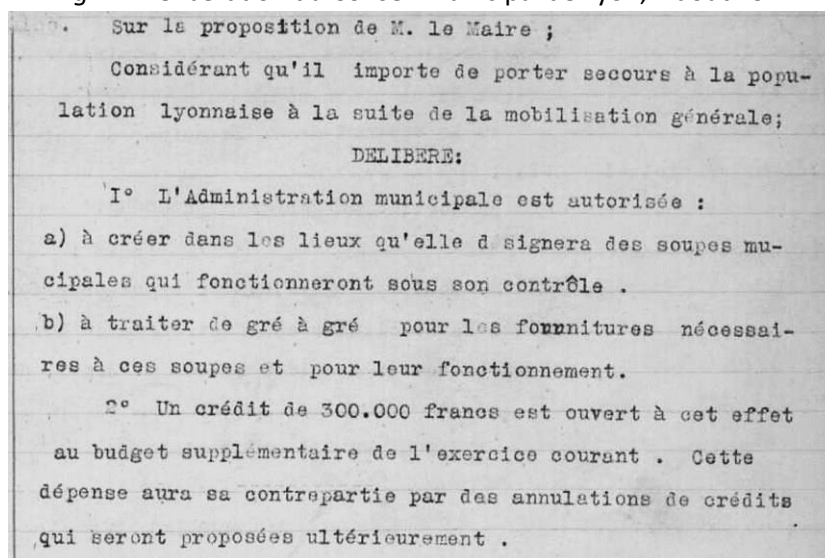
⁵ Bruno BENOIT, conférence à la Bibliothèque Municipale de Lyon dans le cadre de l'exposition *Lyon sur tous les fronts*, 12 novembre 1914.

Soupes municipales, restaurants municipaux et dépôts de charbon : s'assurer que personne ne manque de rien

Les pénuries ne commencent pas dès le début du conflit, mais la désorganisation de la société et de l'économie par la mobilisation des hommes et de l'appareil productif fait craindre l'inflation et des difficultés pour les familles de mobilisés. Dès la déclaration de guerre, la municipalité Herriot prend plusieurs initiatives destinées à limiter l'impact du conflit sur la population :

Dès le 2 août 1914, une séance exceptionnelle du Conseil municipal vote la délibération suivante ⁶ :

Fig. 2 : Délibération du Conseil municipal de Lyon, 2 août 1914



Dès le 4 août, une soupe populaire par arrondissement est ouverte ⁷. Elles proposent des repas chauds, vendus à prix coûtant à 5 centimes, avec le double objectif de ne pas peser sur le budget de familles et de libérer du temps à des femmes qui doivent souvent prendre un emploi pour compenser la perte des revenus du mobilisé. L'accès en est assez restrictif puisque l'éligibilité des familles est contrôlée, avec un processus de mise en tutelle des familles ⁸. 5,5 millions de repas sont confectionnés entre août et novembre 1914, Herriot évaluant leur coût pour le seul mois d'août à 136 000 francs ⁹.

En complément de ce dispositif réservé aux familles de mobilisés dans le besoin, la mairie met rapidement en place deux autres types de « restaurants municipaux ». L'un, gratuit, est destiné aux mères allaitantes isolées, avec une possibilité de logement, qui est en fait une prolongation d'un service créé avant la guerre, élargie à 3 restaurants au lieu d'un auparavant, et qui se double d'une distribution gratuite de lait. L'autre propose des prix un peu plus élevés mais l'accès n'en est pas limité. Il s'agit des « cuisines municipales ». Dans une conférence du 15 juin 1916 retranscrite dans *Agir*, Herriot écrit :

⁶ Archives municipales de Lyon (AML), 1217WP176, Délibérations du Conseil municipal de Lyon, Séance du 2 août 1914.

⁷ Edouard HERRIOT, *Journal de Guerre (JDG)*, T. 1, p. 14, Musée Gadagne.

⁸ *Ibid.*, p. 38.

⁹ Edouard HERRIOT, *Jadis*, T. 2, *D'une guerre à l'autre : 1914-1936*, op. cit., p. 21.

« Nous avons fondé, sous le régime de la loi de 1901, une société dite des Cuisines municipales, qui délivre contre paiement des aliments cuits à emporter. La Société s'interdit naturellement de réaliser aucun bénéfice. Les aliments sont vendus à prix coûtant, en tenant compte des frais généraux ».

Les tarifs s'échelonnent de 10 centimes pour le bouillon de viande à 35 centimes pour la portion de viande rôtie¹⁰. En 1917, ces cuisines servent 6000 repas par jour¹¹.

Dans l'ensemble, ces mesures semblent rencontrer un franc succès. Le colonel Obrecht, directeur de l'atelier de construction de Puteaux, cite ainsi les restaurants pour mères nourrices et les cuisines municipales de Lyon en exemple dans un rapport de mars 1917 sur l'organisation des cantonnements et restaurants ouvriers¹². Localement, Herriot lui-même se rend dans le restaurant des Cuisines municipales du Ve arrondissement de Lyon début 1916 pour y recueillir l'avis des clients et se félicite : « tous mes clients, écrit-il, ont reconnu que la cuisine municipale leur épargnait à la fois beaucoup de temps et un peu d'argent ». Tout juste certains déplorent-ils la taille des portions ou la consistance du bouillon, très clair¹³. On retrouve les mêmes critiques dans le journal *Guignol*, qui moque en une de son numéro du 14 août 1915 un « D'jeuner à 1 fr. 50 »¹⁴ (Fig. 2) qu'on suppose être celui des cuisines municipales et où la portion de viande est tellement petite qu'elle est dissimulée par une feuille de cresson.

Fig. 2 : « D'jeuner à 1 fr. 50 », dessin de L. Bonnard, *Guignol*, 14 août 1915, p. 1



¹⁰ Edouard HERRIOT, *Agir*, Paris, France, Payot & Cie, 1917, p. 124-126.

¹¹ Anna SAFRONOVA, « Les cantines et les femmes : un espoir d'émancipation ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 29 mai 2017, N° 45, n° 1, p. 44.

¹² AN, F/22/538, Rapport du Colonel Obrecht, directeur de l'Atelier de construction de Puteaux, relativement à l'Organisation des cantonnements et des restaurants ouvriers, dans le dossier sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, 7 mars 1917.

¹³ Edouard HERRIOT, *Agir*, op. cit., p. 126.

¹⁴ « D'jeuner à 1 fr. 50 », dessin de L. Bonnard, *Guignol*, 14 août 1915, p. 1.

Encadrement des prix et rationnement : limiter autant que possible une action municipale autoritaire

Parallèlement à cette politique de distribution gratuite ou de ventes subventionnées de denrées essentielles, la municipalité Herriot met en place dès le début du conflit une politique d'encadrement des prix qui évolue progressivement vers un rationnement, avec pour objectif principal d'éviter un encadrement trop rigide et autoritaire pour limiter la tentation du recours au marché noir. Dès le début du conflit, Herriot choisit donc d'associer les acteurs privés à la fixation des prix afin de s'en faire des alliés plutôt que des adversaires.

Dès le 3 août 1914, le maire détaille dans son journal son projet de commission pour « fixer le prix maximum de vente au détail des denrées ». Elle comprend 17 membres, avec à la fois des élus, tous les groupes politiques du CM étant représentés, des fonctionnaires comme le responsable du service municipal des marchés, et des représentants des commerçants, notamment les présidents des syndicats professionnels de la minoterie, de la boulangerie, des ventes de bestiaux, de la charcuterie, de la boucherie¹⁵. La première réunion de la Commission a lieu le 6 août à la mairie.

Dans ses Mémoires, Herriot revient sur cette première réunion en détaillant ses objectifs :

« La commission lyonnaise de ravitaillement cherche à éviter les abus des réquisitions. Elle se préoccupe de ne pas gêner l'approvisionnement de la ville en fixant des prix qui ne seraient pas acceptés par les commerçants et attireraient les denrées sur d'autres marchés ; mais elle veut éviter toute spéculation. Les taxes fixées par elle pourront être constamment révisées¹⁶. »

L'idée est donc de modérer les prix tout en ménageant les commerçants, le tout avec une souplesse et une réactivité qui doivent permettre de s'adapter à l'évolution de la situation. Dans un premier temps, la commission renonce par exemple à encadrer les prix du pain et de la viande dont les stocks sont suffisants. Herriot note le succès de cette mesure auprès des représentants des commerçants en précisant que « la Fédération Lyonnaise de l'alimentation [...] prête son concours sans réserve¹⁷ ». Notons cependant que dès le 10 août 1914, les prix du blé et de la farine sont encadrés au niveau départemental¹⁸.

La préoccupation permanente de *Guignol* pour le prix des denrées essentielles donne un aperçu des résultats de cette politique. Certes, l'absence d'encadrement autoritaire des prix permet de l'inflation sur certains produits, le journal satirique décrivant comme un « cataclysme lyonnais » le fait que le prix du lait dépasse celui du vin en août 1915¹⁹. C'est en fait surtout au moment où les pénuries commencent à se faire sentir, à partir de la fin 1916, que le journal formule ses premières critiques.

¹⁵ JDG, T. 1, p. 20-22, 3 août 1914.

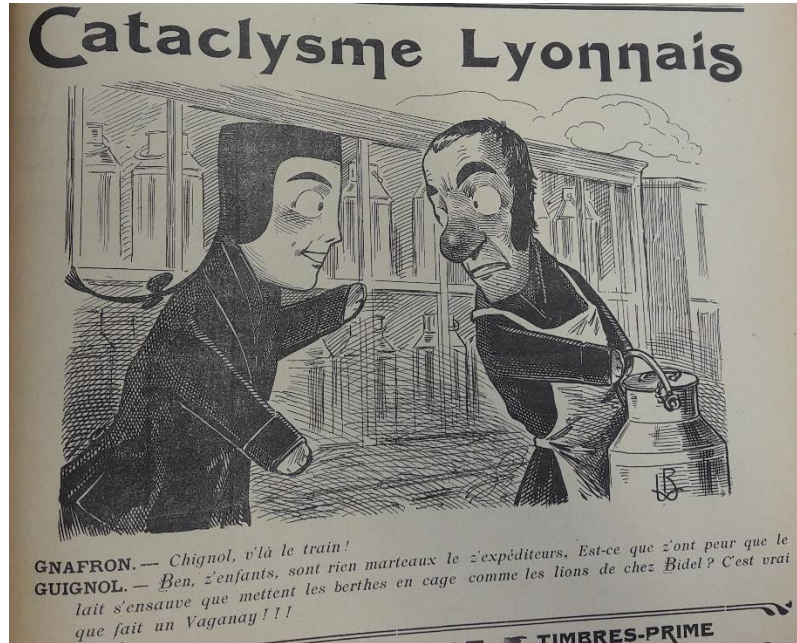
¹⁶ Edouard HERRIOT, *Jadis, T. 2, D'une guerre à l'autre : 1914-1936, op. cit.*, p. 8.

¹⁷ *Ibid.*, p. 9.

¹⁸ *Ibid.*, p. 10-12.

¹⁹ « Cataclysme lyonnais », *Guignol*, 7 août 1915, p. 1 (dessin de L. Bonnard) et 3.

Fig. 3 : « Cataclysme lyonnais », dessin de L. Bonnard, *Guignol*, 7 août 1915, p. 1



1917-1919 : Approvisionner la ville

Le second pilier de la politique mise en place par la municipalité Herriot est en effet le ravitaillement au sens propre. Là aussi, le choix d'Herriot est de laisser fonctionner la loi de l'offre et de la demande sous une surveillance étroite des pouvoirs publics, qui interviennent lorsque le libéralisme conduit à des abus : pour reprendre les mots de Serge Berstein, « un libéralisme surveillé et tempéré par les pouvoirs publics »²⁰.

Une commission municipale de ravitaillement qui assure l'essentiel et retarde les pénuries

Dans un premier temps, la mairie de Lyon se contente de poser quelques limites au marché afin d'assurer les conditions de l'approvisionnement de la ville, en complément du mode de fixation des prix et des taxes déjà évoqué, destiné à éviter la fuite des marchandises. Cela permet de retarder les pénuries, limitées au lait et au vin jusqu'au départ d'Herriot au gouvernement fin 1916.

Début août 1914, Lyon disposant d'un mois de blé et de viande, les prix ne sont pas régulés, et Herriot se contente d'obtenir de la part des autorités militaires l'interdiction d'exporter du blé de la région militaire de Lyon vers le reste du territoire²¹ à l'exception des réquisitions partant pour le front. Le 16 août, il obtient par l'intermédiaire du préfet du Rhône l'allocation à Lyon de stocks de charbon, ce qui

²⁰ Serge BERSTEIN, *Édouard Herriot ou la République en personne*, op. cit., p. 49.

²¹ JDG, T. 1, p. 28, 47 août 1914.

contribue à lutter contre la spéculation. Il en va de même pour le blé, dont il obtient 15 000 puis 20 000 quintaux importés des Etats-Unis en avril 1915 ²².

Ce système semble globalement fonctionner jusqu'au départ d'Herriot au gouvernement en décembre 1916. Mais l'interruption de la navigation entre les ports charbonniers anglais et la France en novembre et décembre 1916 à la suite d'une recrudescence des attaques allemandes, puis un hiver extrêmement rigoureux, entraîne une pénurie de charbon, tandis que la baisse de la production agricole réduit les approvisionnements en blé et en viande. Herriot, qui a dû procéder lors de son passage au gouvernement à un encadrement des prix, des réquisitions et la mise en place d'un rationnement du pain qui tranchent avec sa politique lyonnaise, est contraint de revoir sa stratégie en recourant aux achats directs dans sa ville.

Une politique d'achats directs qui se développe

A son retour à Lyon, en mars 1917, Herriot retrouve un Conseil municipal qui vient de voter en son absence, sous la pression de l'aile socialiste de la majorité, des crédits destinés à l'achat direct de denrées essentielles à revendre à prix coûtant pour lutter contre la pénurie ²³. Là encore, Herriot fait en sorte d'associer les acteurs économiques locaux à une initiative qui pourrait susciter leur opposition. Plutôt que de confier les commandes directement au Conseil municipal, il les délègue à une commission qui réunit élus et représentants des consommateurs et des commerçants, pour centraliser offres et demandes et acheter au meilleur prix. Pour financer ces achats, « un groupement de banquiers lyonnais met à disposition les fonds nécessaires » sous la forme de prêts à court terme remboursés par les ventes à prix coûtant ²⁴.

A partir de 1917, les achats directs par cette commission se multiplient. Lyon achète en France, dans les colonies, à l'étranger. Du sucre est importé directement des Antilles françaises, des pommes de terre et du riz d'Italie et d'Espagne, ce qui n'est pas sans causer des conflits lorsque le gouvernement, considérant qu'il s'agit d'un convoi privé, réquisitionne le riz lyonnais pour approvisionner Paris ²⁵. Des wagons frigorifiques sont loués pour acheminer du poisson depuis la côte méditerranéenne ²⁶. A la lecture de *Guignol*, le système semble efficace. Tout juste le journal moque-t-il les erreurs de la commission de ravitaillement. Un article rapporte par exemple l'arrivée d'une cargaison de haricots commandée au Brésil par la commission, et infestée de mouches et d'asticots ²⁷, ou la fourniture aux boulangers lyonnais d'une farine gâtée donnant un pain « emboconné », puant ²⁸. Une autre fois, c'est la lourdeur administrative qui interdit de distribuer à la population ou de trier, parce que ce n'était pas prévu, un chargement de pommes de terre, arrivé partiellement pourri, qui conduit à gâcher tout le lot ²⁹.

²² Serge BERSTEIN, *Édouard Herriot ou la République en personne*, op. cit., p. 49.

²³ AML, 1217WP177, Délibérations du Conseil municipal de Lyon, séance du 26 février 1917, p. 68.

²⁴ Edouard HERRIOT, *Jadis, T. 2, D'une guerre à l'autre : 1914-1936*, op. cit., p. 75.

²⁵ Bruno BENOIT, conférence à la Bibliothèque Municipale de Lyon dans le cadre de l'exposition *Lyon sur tous les fronts*, 12 novembre 1914.

²⁶ Edouard HERRIOT, *Jadis, T. 2, D'une guerre à l'autre : 1914-1936*, op. cit., p. 75.

²⁷ « Haricot blanc, Leblanc haricot ! », *Guignol*, 7 juillet 1917, p. 3.

²⁸ « Le pain emboconné », *Guignol*, 11 août 1917, p. 1 (dessin de L. Bonnard) et 2.

²⁹ « Les vers rongeurs », *Guignol*, 28 avril 1917, p. 1 (dessin de L. Bonnard) et 2.

Fig. 4 : « Le pain emboconné », dessin de L. Bonnard, *Guignol*, 11 août 1917, p. 1



Pour lutter contre l'arrêt des importations de charbon, la mairie acquiert des coupes de bois dans le Morvan, pour lesquelles elle recrute des bûcherons au Canada, et achète et remet en service des mines de charbon abandonnées à Communay (Isère) et des carrières de lignite à Saint-Martin-du-Mont (Ain), combustibles dont l'acheminement est assuré par une flotte de camions militaires de transport de troupes rachetés à l'armée après que le passage à une guerre de position les a rendus moins utiles. Ces combustibles sont distribués directement aux Lyonnais, sur un modèle qui semble similaire à celui des cuisines municipales. Là, le jugement de *Guignol* est plus sévère, même s'il reconnaît aux dépôts municipaux le mérite d'exister, après plusieurs unes dénonçant la pénurie. Dans le numéro du 10 février 1917, un encart dénonce ainsi la qualité (taille des morceaux) et la quantité (43 kg au lieu de 50 par sac) des distributions municipales, quand un autre proteste contre la fourniture de bois au lieu de charbon, dans certains quartiers. Notons cependant que par la suite, la situation semble s'améliorer : à l'hiver suivant, les unes sur le manque de charbon cessent, la seule consacrée au sujet déplorant la longueur de la queue aux dépôts municipaux et dénonçant ceux qui doublent. Là aussi, l'initiative semble donc couronnée de succès même si elle n'annule pas totalement la pénurie, et qu'après le conflit, dans son *Lyon pendant la guerre*, paru en 1919, Piwitt, une des plumes sous pseudonyme de *Guignol*, ironise sur le « charbon aux portes de Lyon » des mines acquises tout près de la ville par la mairie pour compenser la baisse des importations, qui tarde à arriver et reste aux portes de la ville sans y entrer.

D'une manière générale, il semble cependant qu'Herriot soit fondé de se féliciter de son libéralisme contrôlé : comme il l'écrit lui-même en 1952, « cette combinaison de l'autorité publique avec l'initiative et la compétence individuelle donna le meilleur résultat », et comme le note *Guignol*, on s'en inspire tout près de Lyon, à Villeurbanne, qui ouvre en 1918 une boucherie municipale approvisionnée par des commandes publiques³⁰.

³⁰ « La Boucherie municipale de Villeurbanne », *Guignol*, 14 septembre 1918, p. 3.

Conclusion : un succès et une portée politique importante

L'autorité publique alliée à l'initiative individuelle, c'est donc bien un programme de libéralisme contrôlé. En cela, le ravitaillement tel que le pratique Herriot est éminemment politique, puisqu'il constitue une application concrète du radical-socialisme, le maire n'hésitant pas à s'opposer à la volonté de ses alliés socialistes d'une intervention plus directe, tout en tenant la bride courte aux élites économiques pour limiter les effets sociaux de la recherche du profit par les commerçants.

Fig. 5 : « Trois jours sans bidoche », dessin de L. Bonnard, *Guignol*, 18 mai 1918, p. 1



Et le succès est réel, y compris aux yeux d'un *Guignol* pourtant plus proche du socialisme que du radicalisme et qui a à plusieurs reprises appelé à des politiques d'intervention directe et de réquisition. Dans le numéro du 18 mai 1918, alors que la ville est frappée par une pénurie de viande, Herriot est qualifié de « bête noire des spéculateurs et des commerçants dénués de scrupules » :

« Voui, je sais que pour entraver la spéculation, vous vous êtes successivement matamorphosé en bougnat, marchand de patates, épismar, et que par un truc assez simple, vous avez, en vendant à bien meilleur marché que les autres, réalisé d'énormes bénéfices au profit des œuvres de guerre ³¹. »

Les quelques bénéfices dus aux arrondis sur les tarifs des cuisines municipales sont intégralement réinvestis dans la très active politique de soutien aux prisonniers, aux mutilés, et à toutes les populations touchées par la guerre, mise en place par Herriot. Après le conflit, le reliquat est ainsi

³¹ « Trois jours sans bidoche », *Guignol*, 18 mai 1918, p. 1 (dessin de L. Bonnard) et 3.

utilisé pour l'acquisition d'une école de plein-air pour les enfants lyonnais et pour subventionner des coopératives ouvrières³², qui sont l'incarnation même de l'idéal économique radical-socialiste³³.

Ce succès donne aussi un élan important à la carrière politique d'Herriot, à la fois localement et nationalement. Localement, de pair avec ses initiatives pour le rayonnement de Lyon comme l'exposition coloniale de 1914 ou la Foire créée en 1916, et avec la politique d'apaisement avec l'archevêché menée avant 1914, elle le rapproche de la droite modérée lyonnaise, qui voyait jusque-là en lui le successeur du socialiste Augagneur avec qui elle avait entretenu des relations exécrables. Ce rapprochement est le prélude d'un recentrage d'Herriot, qui lui permet de conserver la mairie jusqu'en 1957 en s'appuyant, lorsqu'il est menacé à gauche par la SFIO dans l'entre-deux-guerres, sur les modérés.

Nationalement, ce sont sans doute plus le succès d'*Agir*, Herriot le reconnaît lui-même et, comme l'ajoute Berstein³⁴, le soutien de Lyautey, qui permettent à Herriot d'entrer au gouvernement. S'il est ministre du Ravitaillement, cela n'a que peu de lien avec ses succès lyonnais : Briand voulait lui confier l'agriculture, et c'est à la demande de Clémentel, qui souhaite conserver ce portefeuille, qu'Herriot se replie sur le dernier ministère non pourvu³⁵. Mais son image de bon gestionnaire s'ajoute sans doute au succès de ses ouvrages politiques pour pousser les radicaux à l'élire, en son absence et à sa surprise, à la tête d'un parti en pleine crise après les élections de 1919.

Fig. 6 : « Edouard le joueur... », dessin de L. Bonnard, *Guignol*, 12 avril 1919, p. 1



Enfin, lorsque Clemenceau, qui ne lui pardonne pas son soutien à Louis Malvy lors de son procès pour trahison, et le duo formé par l'ancien maire Victor Augagneur et le ministre du Travail Jean Colliard, qui veulent reconquérir la mairie de Lyon, tentent d'affaiblir Herriot, c'est bien à sa politique de

³² Edouard HERRIOT, *Jadis*, T. 2, *D'une guerre à l'autre : 1914-1936*, op. cit., p. 76.

³³ Serge BERSTEIN, *Édouard Herriot ou la République en personne*, op. cit., p. 50.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Edouard HERRIOT, *Jadis*, T. 2, *D'une guerre à l'autre : 1914-1936*, op. cit., p. 76.

ravitaillement qu'ils s'attaquent ³⁶. Le gouvernement diligente ainsi trois enquêtes entre fin 1918 et 1919 et envoie un préfet hostile à Herriot, Marty, qui répand dans la presse des rumeurs selon lesquelles le maire aurait détourné l'argent ³⁷. Mais ces attaques renforcent Herriot localement et nationalement : alors qu'à Lyon, élus et presse de droite et de gauche font bloc derrière lui, il affronte au Sénat le ministre de l'Intérieur Pams avec le soutien d'élus locaux de tous bords et de toute la France, s'affirmant comme un politicien habile et un grand orateur capable de mener son camp face au bloc national qui se dessine derrière Clemenceau.

³⁶ Ce point est traité plus en détail dans ma thèse de doctorat, plus en détail dans ma thèse de doctorat, Yann SAMBUIS, *Edouard Herriot et les forces politiques lyonnaises, 1904-1957*, Lyon, Université Lumière Lyon 2, 2021.

³⁷ Le dessin et l'article « Edouard le joueur... », *Guignol*, 12 avril 1919, p. 1 (dessin de L. Bonnard, *Fig. 6*) et 2, illustrent la victoire d'Herriot, désormais bien lyonnais puisqu'il pratique la joute nautique à la lyonnaise, sur le préfet Marty, jeté à bas de sa plateforme.